

ÎLE-DE-FRANCE

Arcadi (Action régionale pour la création artistique et la diffusion en Île-de-France) est l'établissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image créé par la Région et l'État (direction régionale des Affaires culturelles). Sur l'ensemble du territoire francilien, il a pour mission de soutenir la création, d'améliorer la circulation des œuvres et de contribuer au développement d'actions artistiques et culturelles. Il intervient dans le domaine du théâtre, de l'opéra, de la chanson, de la danse, du cinéma et du multimédia.

Les actions cinéma et multimédia d'Arcadi

Parallèlement à ses activités de diffusion (le Festival Némé, panorama des images expérimentales, du 5 au 10 avril 2005 au Forum des images à Paris et dans différents lieux franciliens) et d'action artistique (la coordination régionale de Cinéville), Arcadi soutient la création cinématographique par le biais d'un fonds d'aide à la postproduction et d'un fonds d'aide à la création multimédia expérimentale (Acme).

Pour les films tournés en numérique, l'aide à la postproduction d'Arcadi pourra se décliner en une aide au kinoscopage, une aide à l'édition DVD ou une aide à la maïsterisation numérique accompagnée d'un soutien à la distribution numérique. Les modalités complètes de cet aménagement, en accord avec les professionnels, feront l'objet d'additifs sur les sites d'Arcadi (www.arcadi.fr) et de Centre Images (www.centreimages.fr).

* Cinéma

À compter du 1^{er} janvier 2006, les aides à la postproduction seront transférées à la Région Île-de-France (Service Cinéma et Audiovisuel). Les dossiers de demande d'aide pourront être adressés à la Région Île-de-France à partir du 1^{er} février 2006.

L'aide à la postproduction

Ce fonds est également abondé par le Centre national de la cinématographie et figure dans la convention triennale État/Région Île-de-France. Il offre la possibilité d'apporter un soutien financier à des œuvres tournées sur support argentique ou numérique, permettant leur achèvement en 35 mm. Pour les créations expérimentales, le fonds est également ouvert aux productions associatives. Il permet l'achèvement des films documentaires ou expérimentaux sur des supports tels que le 16 mm ou le DVD en attendant la diffusion proprement numérique des œuvres.

POUR LES FILMS TOURNÉS SUR SUPPORT ARGENTIQUE

Les films recevables

- des courts métrages non finalisés de moins de 15 minutes n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 8 000 euros.

- des courts métrages non finalisés dont la durée est comprise entre 15 et 30 minutes n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 18 000 euros.

- des courts métrages non finalisés dont la durée est comprise entre 30 et 45 minutes n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 30 000 euros.

- des moyens métrages non finalisés dont la durée est comprise entre 45 et 60 minutes. Ces films peuvent avoir obtenu l'aide sélective du CNC et le soutien de collectivités territoriales au titre du court métrage, un préachat d'une chaîne de télévision...

- des premiers et seconds longs métrages inachevés n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 457 000 euros.

Pour les coproductions étrangères dans ces trois catégories, les droits d'exploitation des films doivent être détenus au moins à 50% par une société de production française. Seule la société de production française peut bénéficier du soutien financier d'Arcadi. Les critères de recevabilité, comme pour les productions intégralement françaises, dépendent de la durée des films et sont basés sur les mêmes équivalents monétaires. Le tournage des films proposés doit avoir eu lieu moins de trois ans avant la demande d'aide. Aucun film déjà achevé en 35 mm ne sera pris en compte. Les films d'école ne sont pas concernés par ce dispositif. Les supports de tournage doivent être : super 8, 16 mm, super 16 ou 35 mm. Les genres acceptés sont : fiction, expérimentation, animation, documentaire à caractère cinématographique.

Pour tous les films, l'état minimum d'avancement des travaux présentés doit être un bout à bout respectant la chronologie du film avec une seule prise par plan et le son direct synchrone (pas de bande annonce ni de morceaux choisis).

La procédure

Si vous souhaitez présenter un film à la présélection, vous devez tout d'abord retirer une fiche d'inscription (fournie sur demande ou téléchargeable sur le site www.arcadi.fr). Ensuite, envoyez directement votre dossier à Arcadi (avec la mention Postproduction argentine), comprenant :

- la fiche d'inscription dûment complétée,
- une cassette vidéo VHS ou un DVD d'un premier montage (identifié par le titre du film, sa durée, son support de tournage et les coordonnées du réalisateur et du producteur),
- un devis estimatif global du film fini (préparation, tournage, postproduction...),
- un plan de financement indiquant les aides déjà obtenues,
- un curriculum vitae du réalisateur,
- une filmographie de la société de production,
- toute information utile concernant d'éventuelles particularités propres à la postproduction du film.

La décision

Une première sélection est effectuée par une instance permanente composée du secteur cinéma d'Arcadi et de deux professionnels indépendants. Elle prend en compte la recevabilité du film (format, durée, financement) et ses caractéristiques : maîtrise technique, scénario, interprétation... Les décisions sont annoncées par courrier non motivé. Les films présélectionnés sont soumis à une commission plénière réunie par Arcadi tout au long de l'année. Cette commission (composée de réalisateurs, d'exploitants et de représentants d'institutions ou d'organismes professionnels) visionne les copies de travail en projection ou en vidéo-projection et conseille Arcadi en vue de l'attribution de l'aide financière. Le montant de l'aide dépend de la durée du film, à raison de 350 euros HT la minute. Tous les travaux de postproduction permettant l'achèvement du film en 35 mm sonore optique devront être effectués exclusivement auprès de prestataires tech-

niques d'Île-de-France. Pour les films soutenus, une convention tripartite sera signée entre Arcadi, le réalisateur et la société de production du film. Pour les films expérimentaux, cette convention pourra éventuellement être signée par Arcadi, le réalisateur et une association (loi 1901).

POUR LES FILMS TOURNÉS SUR SUPPORT NUMÉRIQUE

Les films recevables

- des courts métrages non finalisés de moins de 15 minutes n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 5 000 euros.
- des courts métrages non finalisés dont la durée est comprise entre 15 et 45 minutes n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 10 000 euros.
- des moyens métrages non finalisés dont la durée est comprise entre 45 et 60 minutes n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 53 500 euros.
- des premiers et seconds longs métrages non finalisés n'ayant pas obtenu un total de financements publics ou télévisuels supérieur à 200 000 euros pour les films documentaires et à 305 000 euros pour les films de fiction.

Pour les coproductions étrangères dans ces trois catégories, les droits d'exploitation des films doivent être détenus au moins à 50% par une société de production française. Seule la société de production française peut bénéficier du soutien financier d'Arcadi. Les critères de recevabilité, comme pour les productions intégralement françaises, dépendent de la durée des films et sont basés sur les mêmes équivalents monétaires. Le tournage des films proposés doit avoir eu lieu moins de trois ans avant la demande d'aide. Aucun film déjà achevé en 35 mm ne sera pris en compte. Les films d'école ne sont pas concernés par ce dispositif. Les genres acceptés sont : fiction, expérimentation, animation, documentaire à caractère cinématographique. Les demandes d'aide doivent être exclusivement le fait de sociétés de production, à l'exception des films expérimentaux qui peuvent également être présentés par une production associative (aucune demande émanant d'un particulier ne sera prise en compte).

La procédure

Si vous souhaitez présenter un film à la présélection, vous devez tout d'abord retirer une fiche d'inscription (fournie sur demande ou téléchargeable sur le site www.arcadi.fr). Ensuite, envoyez directement votre dossier à Arcadi (avec la mention Postproduction numérique), comprenant :

- la fiche d'inscription dûment complétée,
- une cassette vidéo VHS ou un DVD d'un premier montage (identifié par le titre du film, sa durée, son support de tournage et les coordonnées du réalisateur et du producteur),
- un devis estimatif global du film fini sur support argentique (kinescopage compris),
- un plan de financement indiquant les aides déjà obtenues,
- un curriculum vitae du réalisateur,
- une filmographie de la société de production,
- toute information utile concernant d'éventuelles particularités propres à sa post-production et à son kinescopage en 35 mm.

La décision :

Une première sélection est effectuée par une instance permanente composée du sec-
teur Cinéma d'Arcadi et de deux professionnels indépendants. Elle prend en compte la recevabilité du film (format, durée, financement) et ses caractéristiques : maîtrise technique, scénario, interprétation... Les décisions sont annoncées par courrier non motivé.

Dans la phase de présélection des projets ou pour un examen par le comité de visionnage, il est possible de ne présenter qu'un montage provisoire (mais intégral) du film. Les films présélectionnés sont soumis à une commission réunie par Arcadi tout au long de l'année. La commission plénière (composée de réalisateurs, d'exploitants et de représentants d'institutions ou d'organismes professionnels) visionne les copies de travail en vidéo-projection et conseille Arcadi en vue de l'attribution de l'aide financière.

Le montant de l'aide dépend de la durée du film :

- pour les films de moins de 10 minutes, 400 euros HT la minute.
- pour les films de plus de 10 minutes, 350 euros HT la minute.

Pour les films expérimentaux et les vidéos d'art, et à la demande de certains producteurs ou associations (loi 1901), il est possible de présenter des œuvres en vue d'une finalisation en 16 mm ou en DVD (puît qu'en copie standard issue d'un classique kinescopage). Dans l'hypothèse d'une édition DVD, les producteurs doivent accompagner la demande d'un plan de diffusion détaillé et argumenté de l'œuvre et d'un devis de postproduction comprenant notamment les étapes de création DVD, d'authoring et de duplication sur une base de deux mille cinq cents exemplaires. Dans l'hypothèse d'une finalisation en 16 mm ou en DVD, le montant final de l'aide sera fixé par Arcadi en fonction de tous ces éléments.

Tous les travaux de postproduction permettant l'achèvement du film en 35 mm sonore optique et en DVD devront être effectués exclusivement auprès de prestataires techniques d'Île-de-France. Pour les films soutenus, une convention tripartite sera signée entre Arcadi, le réalisateur et la société de production du film. Pour les films expérimentaux, cette convention pourra éventuellement être signée par Arcadi, le réalisateur et une association (loi 1901).

* Multimédia

Aide à la création multimédia expérimentale (Acme)

Ce fonds est également abondé par la DRAC Île-de-France et figure dans la convention triennale État/Région Île-de-France.

Il concerne en priorité des formes émergentes de l'audiovisuel numérique appliqué à l'image expérimentale dans son ensemble. Ce dispositif concerne donc des projets de création artistique individuels ou collectifs, qui proposent "une continuation du cinéma par d'autres moyens". Les projets peuvent revêtir un caractère linéaire ou interactif.

Modalités de l'aide

Le dispositif concerne :

- les créations numériques proposant une approche expérimentale de l'image sur monobandes : films expérimentaux, créations plastiques ou de graphic design, films et animations utilisant des nouvelles technologies de l'image (3D, Flash, motion capture et autres technologies numériques...),
- les projets visuels de création interactive (pour le Web ou sur supports optiques),
- les films musicaux non narratifs, en particulier liés aux musiques électroniques,
- les performances audiovisuelles proposant une approche renouvelée du cinéma expérimental, y compris le Vjing (mixage audiovisuel en direct), faisant apparaître des lieux de diffusion franciliens partenaires (espaces culture multimédia, centres de création, nouveaux territoires de l'art, etc.),
- des projets de création dans le domaine du spectacle vivant (danse, théâtre, opéra, chanson) ayant recours aux technologies de l'image numérique, qui feront l'objet d'un examen spécifique,
- des installations multimédias interactives ou linéaires, pour lesquelles un ou plusieurs lieux d'accueil franciliens ont montré leur intérêt (cf. supra).

Le dispositif ne concerne pas :

- les projets documentaires ou de fiction "classiques" (qui relèvent de notre dispositif d'aide à la postproduction numérique),
- les projets éditoriaux à caractère ludo-éducatif,
- les projets qui utilisent peu ou pas l'image ou dont la finalité reste éloignée d'une approche expérimentale des nouvelles écritures audiovisuelles,
- les projets d'école.

Les supports de création acceptés pour la création, toutes les technologies numériques sont acceptées, y compris le recours à des mix-médias analogiques traités numériquement en cours de réalisation ou de postproduction.

Les supports et concepts de diffusion acceptés :

- monobandes vidéo,
- supports optiques (CD-ROM, DVD, DVD-ROM...),
- Internet et réseaux,
- installations vidéo et/ou informatiques,
- performances audiovisuelles en direct, par exemple de type Vjing ou spectacle pluridisciplinaire,
- finition "traditionnelle" en 16 ou 35 mm.

Qui peut postuler à l'aide ?

Le dispositif s'adresse à des auteurs de multimédia. Les projets doivent être portés par des personnes physiques (artistes indépendants) ou des personnes morales (associations, SARL et autres sociétés de portage de projets).

Les artistes indépendants doivent se rapprocher d'associations ou de sociétés de production, avec lesquelles Arcadi signera un contrat de coproduction. Leur projet peut également faire l'objet d'une commande d'auteur s'ils sont adhérents de la Maison des artistes, inscrits au Registre des Métiers ou gérants d'une société à bénéfice non commercial.

La procédure

PREMIÈRE ÉTAPE

Pour effectuer une demande d'aide, un formulaire de demande est à télécharger sur le site d'Arcadi. Les artistes indépendants et les sociétés de portage doivent remplir ce même formulaire.

DEUXIÈME ÉTAPE

Les porteurs du projet reçoivent un accusé de réception qui les invite à fournir à Arcadi un dossier synthétique comportant les pièces suivantes :

- des éléments visuels se rapportant au projet (maquette animée, réalisations précédentes ou en cours),
- un budget estimatif et un plan de financement (précisant les financements acquis ou demandés),
- les références de la structure de portage ou les références d'affiliation à la Maison des artistes ou à l'Agessa pour les artistes indépendants,
- un calendrier de production avec l'ensemble des phases de réalisation du projet.

Une première sélection est effectuée par une instance permanente composée du secteur multimédia d'Arcadi et de deux professionnels indépendants. Elle prend en compte la recevabilité des projets (cf. supra) et leurs caractéristiques : maîtrise technique, innovation artistique, faisabilité technique et financière, diffusion francilienne envisageable... Les décisions sont annoncées par courrier non motivé.

TROISIÈME ÉTAPE

Les porteurs des projets présélectionnés rencontrent le secteur Multimédia d'Arcadi

pour établir un dossier détaillé et préparer leur audition devant la commission professionnelle (cf. infra).

QUATRIÈME ÉTAPE

Une commission professionnelle (composée d'artistes de multimédia, de représentants de structures de diffusion et de création, de membres d'Arcadi et d'observateurs de la DRAC Île-de-France et de la Région Île-de-France) se réunit trois à quatre fois par an. Elle conseille Arcadi dans le choix des projets auxquels un apport financier est accordé.

Vous pouvez contacter les secteurs Cinéma et Multimédia d'Arcadi aux adresses : cinema@arcadi.fr ; multimedia@arcadi.fr ; ou par téléphone au 01 55 79 00 00.